

JACQUES MARSEILLE

Le drame des socialistes, c'est qu'ils sont pavés de bonnes intentions

Figaro Magazine 29.1.2000

L'itinéraire peu banal et les réflexions décapantes d'un ancien élève des Jésuites, passé du parti communiste à la création d'entreprise.

Propos recueillis par Catherine Nay et Patrice de Méritens

Vous êtes universitaire, écrivain et maintenant chef d'entreprise au terme d'un parcours pour le moins atypique...

Jacques Marseille – Sans doute, puisque après avoir été formé chez les Jésuites, j'ai adhéré au parti communiste. Mais c'est aussi un parcours fidèle à ma tradition familiale, parce que mon père, bel exemple de promotion sociale, était issu d'une famille ouvrière de onze enfants et qu'entré dans les chemins de fer à 15 ans, après avoir passé son brevet chez les frères des écoles chrétiennes, comme beaucoup d'enfants de milieu modeste, il a, grâce aux cours du soir et à beaucoup de travail, fini sa carrière comme chef de gare principal hors classe à Valenciennes.

Ma mère, elle, était la fille unique d'un couple de commerçants et c'est ma grand-mère maternelle – qui avait été prénommée Micheline parce qu'à l'état civil on avait refusé à son père, vieil anarchiste endurci, le prénom de Louise Michel – qui a aidé financièrement mes parents pour que je

reçoive une solide éducation chez les Jésuites.

Qu'avez-vous retiré de leur enseignement ?

J. M. – Aucune conviction religieuse puisque j'ai toujours été fermement incroyant, mais un solide esprit de compétition et le sens de la solidarité. Ce sont aussi les Jésuites qui m'ont initié à la dialectique. Fins connaisseurs de la doctrine marxiste, ils m'ont appris à raisonner, à pratiquer l'art subtil de la conversation, qui permet de mettre à mal un adversaire en reprenant ses propos. Formés à ces pratiques pour convaincre les hérétiques, ils excellaient dans l'art de terrasser l'adversaire à force d'arguments, ce que j'ai toujours adoré faire. Après, lors de mon séjour au petit séminaire d'Haubourdin, j'ai appris à composer une dissertation. L'enseignement des bons curés était des plus remarquable, car ils n'avaient pas de charge de famille et étaient peu avares de leur temps ! Mon bac en poche, j'ai intégré la faculté catholique de Lille. J'ai passé l'agrégation au cinquième rang, ce qui m'a permis d'être nommé directement, en 1969, à Paris, au lycée Carnot. Et puis j'ai adhéré au parti communiste.

Pourquoi le PC, un an après Mai 68 ?

J. M. – D'abord, parce qu'à l'unisson du milieu auquel j'appartenais j'ai toujours été très animé par l'idée de justice sociale. Ensuite, parce qu'en préparant l'agrégation j'ai admiré l'aisance en société des enfants des milieux privilégiés et mesuré la différence entre nos héritages culturels. Cette prise de conscience n'a suscité aucune envie, mais a avivé la rivalité qui pouvait exister entre nous. Cela a

stimulé ma rage de vaincre. C'est à partir de là que j'ai souhaité battre mes « adversaires » sur leur propre terrain en faisant toujours mieux qu'eux. Dans cette perspective, les professeurs communistes prenaient les étudiants du parti en séances de travail individuel pour qu'ils soient meilleurs. Nous étions très attachés à l'idée qu'un communiste devait surpasser les autres.

Avez-vous été séduit intellectuellement par le communisme ?

J. M. – Oui, ou plus exactement par le marxisme, qui m'ouvrait des clés de compréhension de l'histoire. Elles me semblaient pratiques et cohérentes. A cela est venu s'ajouter le fait qu'en 1968 j'étais excédé par l'attitude des « fils à papa » maoïstes, type Serge July ou Alain Geismar, et c'est un peu pour m'opposer à ces révolutionnaires de salon, à ces « maos caviar » que j'ai adhéré au parti, où je suis resté une bonne dizaine d'années. Mon engagement était de type purement prolétarien. J'ai toujours refusé d'adhérer à des cellules d'intellectuels. Je militais dans des cellules de quartier, ce qui m'a amené à vendre *L'Humanité Dimanche* dans les HLM. Cela vaut toutes les formations commerciales ! Croyez-moi, quand on a vendu une œuvre aussi impérissable que *Dites-moi, monsieur Marchais* aux ménagères de banlieue en leur expliquant qu'acheter ce livre c'était un acte de liberté et qu'elles n'avaient pas besoin pour cela de consulter leur mari, on peut entreprendre beaucoup de choses dans l'existence...

En tant qu'économiste, vous n'étiez pas choqué par les échecs du communisme ?

J. M. – Non, car à l'époque personne ou presque ne disait que le communisme était un échec – reprenez par exemple les écrits de Fernand Braudel des années 1970-1980. Il ne faut pas oublier que l'on était entré en crise avec le premier choc pétrolier de 1973 et que la pensée dominante dans l'opinion française était alors que le capitalisme était moins « bien », moins moral que le socialisme. D'où l'élection en 1981 de François Mitterrand sur un programme qui condamnait la spéculation, le grand capital, les monopoles et j'en passe. Relisez le texte du congrès d'Épinay et vous verrez que j'ai quitté la gauche au moment, finalement, où elle était à son apogée ! C'était entre les deux tours des législatives de 1978. Je me suis trouvé en désaccord avec le bureau politique. J'ai estimé qu'à l'occasion de la révision du Programme commun les socialistes nous tiraient vers le réformisme. Aussi lorsque Marchais a annoncé la signature d'un accord pour le désistement en faveur du candidat le mieux placé, je n'ai pas pu le supporter. J'ai senti que l'alliance avec le PS allait réduire le parti communiste à zéro – les événements m'ont donné raison. Ce qui a entraîné chez moi la haine définitive de la social-démocratie.

Pourquoi cette haine ?

J. M. – Parce que les socialistes au gouvernement ont « vocation » à désespérer ceux qui leur ont fait confiance. Aujourd'hui, l'idée de révolution est certes obsolète, mais celle de s'en remettre aux socialistes pour améliorer le sort du peuple est sans doute pire. Compte tenu du fait qu'ils n'ont guère de réflexion théorique, qu'ils ne savent pas se décider, qu'ils sont en permanence

La non-inflation est une politique de vieux au détriment des jeunes

tirailés entre deux mondes, ils penchent toujours du mauvais côté. Quiconque a fait confiance aux socialistes une fois dans sa vie s'en repent, sauf peut-être ceux qui placent leurs économies à la Bourse !

Le drame, c'est qu'ils sont pleins de bonnes intentions, comme le pavement de l'enfer, et qu'il n'y a rien de pire. Je suis moins sévère pour le socialisme municipal, type Léo Lagrange, Jean Zay ou Pierre Mauroy qui, loin d'être révolutionnaire, veut améliorer le sort des gens par des œuvres sociales, cantines gratuites, terrains de sport, congés payés... Mais je suis totalement allergique au socialisme des Léon Blum, Mendès France, au socialisme des intellectuels parisiens qui a culminé avec François Mitterrand, lequel incarne pour moi la carrière personnelle, les ambitions débridées, en un mot le Florentin qui agit au détriment de ceux que j'aime.

Et comment jugez-vous Jospin ?

J. M. - Inexistant ! Il tire sa force de ne rien faire, tout comme Chirac d'ailleurs, puisque nous vivons dans un monde régi non pas par la raison ou la conviction, mais par l'opinion.

Aujourd'hui, où vous situez-vous politiquement ?

J. M. - Bien que cela soit très mal perçu, je ne vote pas lors des élections, car je déteste être « représenté » par quelqu'un. Je ne vote que dans des circonstances particulières, comme les référendums, lorsque l'on me demande « mon » avis. Je suis donc favorable à un système référendaire total. J'admire la démocratie athénienne qui faisait tellement confiance à l'homme que l'on pouvait prendre n'importe qui, éventuellement par tirage au sort, pour la diriger car le danger de tomber sur quelqu'un de mauvais était fort minime. D'où cette magnifique réponse des Athéniens à ceux qui faisaient valoir que le sort pouvait désigner un abruti ou un ivrogne : « Le risque est bien moindre que de tirer un politicien ! »

Vous êtes décidément très provocateur puisqu'en 1983, au moment où les socialistes se vantaient de juguler l'inflation, vous avez publié un livre intitulé « Vive la crise et l'inflation ».

J. M. - Lorsqu'ils se sont retrouvés

confrontés à l'exercice du pouvoir, les socialistes, néophytes en matière économique, n'ont rien trouvé de mieux à faire que d'épouser les idées de la droite, mais sans le moindre esprit critique, en ajoutant un aspect dogmatique à leur incompétence. Ils ont défendu sans nuances le franc fort, la non-inflation, l'euro, etc. Or la monnaie forte et la baisse de l'inflation ne sont pas un dogme. Historiquement, ce n'est un secret pour personne, les périodes de croissance et de « bonheur économique » ont été plutôt des périodes d'inflation. Sur les deux derniers siècles, les meilleures années en termes d'accession aux « Choses », pour reprendre le titre du livre de Georges Perec, vont de 1945 à 1983. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, il y avait globalement 17 à 20 % des Français qui étaient propriétaires de leur logement contre plus de 50 % dans les années 80. Grâce à quoi ? A l'inflation, qui leur a permis d'accéder à la propriété en remboursant les emprunts en « monnaie de singe ». L'inflation est le meilleur stimulant de la création, de l'investissement parce que le solde se fait sans douleur. Cela étant, je ne plaide pas pour une inflation débridée comme celle qu'a connue l'Allemagne en 1923 : je dis simplement, en tant qu'historien, qu'il est faux de présenter les périodes d'inflation comme sinistres et les périodes de non-inflation comme heureuses.

Depuis Georges Pompidou, on n'entend plus guère plaider pour un peu d'inflation...

J. M. - C'est en effet politiquement incorrect, compte tenu de l'inversion du rapport de forces au profit de ceux qui n'ont pas intérêt à l'inflation, à savoir les vieux ! Moi qui suis né en 1945, qui ai construit mon patrimoine au bon moment, je vais bientôt atteindre l'âge de la retraite. J'ai hautement intérêt à ce qu'il n'y ait pas d'inflation pour que l'intérêt, précisément, de mes créances demeure positif. En revanche, une telle situation pénalise les jeunes. La non-inflation est une politique de vieux au détriment des jeunes et pas autre chose. Comme notre société comptera bientôt plus de gens de plus de 65 ans que de moins de 24 ans, l'inflation a peu d'avenir. Si on considère par ailleurs que les jeunes, contrairement aux vieux, votent peu, il n'y a guère de

chances en termes d'arithmétique électorale que l'on y revienne. En ce sens, la période d'euphorie sans inflation que nous traversons ne concerne que les détenteurs de patrimoine...

Quand vous entendez affirmer que l'on peut revenir au plein emploi dans dix ans, que répondez-vous ?

J. M. - Que l'on puisse écrire sérieusement - comme l'a fait René Teulade dans son dernier rapport sur les retraites - que le taux de croissance moyen sera de 3,5 % pendant quarante ans est effarant. Et que les gens y croient, c'est encore plus fort ! Comment peut-on faire honnêtement des prévisions économiques sur une aussi longue période ? On promet la lune pour séduire l'électeur, c'est tout.

Le problème des retraites reste donc posé...

J. M. - Plus que jamais ! Bismarck qui, le premier, avait instauré un système de retraite s'était enquis auprès de son conseiller de l'âge auquel il fallait en fixer le versement pour n'avoir jamais à la payer. Il lui avait été répondu « à 65 ans », ce qui avait beaucoup fait rire le vieux chancelier, qui en avait alors 70. Quand, en France, on a fait la loi sur les retraites à 65 ans, l'espérance de vie des hommes était de 59,5 ans. L'esprit de la loi était donc d'accorder un petit supplément de bonheur à des gens qui avaient trimé toute leur existence. Mais cette « arnaque » du siècle qui consistait à cotiser pendant toute une vie pour ne jamais rien toucher est devenue brutalement le plus grand des problèmes financiers à venir, car rien ne change dans les exigences exprimées, alors que les travailleurs jouissent en moyenne actuellement cinq fois plus de leur retraite que par le passé, et que la moitié des femmes qui naissent aujourd'hui sont appelées à devenir centenaires.

On raisonne sur les retraites ainsi que sur le temps de travail comme il y a cinquante ans : les trente-cinq heures sont ubuesques. Alors que le temps de travail au début du siècle représentait 50 % d'une vie éveillée, il n'en représente plus aujourd'hui que 12 % ! Ce qui n'en fait plus qu'une activité « marginale » dans le temps d'une vie. En bonne logique, il faut laisser aux gens le choix : travailler moins et gagner moins, ou travailler plus et

gagner plus, selon leurs désirs ou leur besoins. Ce que je reproche à cette loi, c'est son aspect autoritaire et étatique.

Voilà qui nous entraîne loin de votre engagement au PC... Et que dites-vous de la pensée économique qui sévit actuellement ?

J. M. - Je dénonce son caractère unique. Je lui reproche d'avoir remplacé le communisme par une idéologie encore plus totalitaire, encore plus perverse et terrible que le communisme, en laissant penser qu'on fait les choses parce qu'il n'y a pas d'autres choix. L'expression : « On ne peut pas faire autrement que... » est pour moi la forme ultime de la tyrannie. Ainsi entend-on sempiternellement dire qu'on ne pouvait pas faire autrement que faire l'Europe ; et puis, dans la foulée, l'euro. Or on peut toujours faire autrement ! L'Europe est-elle inéluctable ? Nullement, car aucune actualité brûlante et immédiate n'est inéluctable. Pour ma part, je suis d'ailleurs partisan du plus grand élargissement possible de l'Europe pour qu'elle se dilue et disparaisse en tant que projet politique doctrinaire.

Vous êtes maintenant chef d'entreprise, pourquoi ?

J. M. - Lorsqu'on est un historien économiste qui travaille sur l'entreprise, la meilleure façon de tester son enseignement n'est-elle pas d'en avoir une soi-même ? J'ai donc fondé une petite maison d'édition et découvert ce métier qui convient parfaitement à mon tempérament « anarcho-capitaliste » qui déteste l'Etat et l'autorité. Je sens d'ailleurs que mes projets dérangent un certain nombre de gens : je m'appête à publier fin février prochain, en coédition avec les éditions du Seuil, un guide des lycées publics et privés de Paris et de la région parisienne qui fait déjà grincer bien des dents...

Et le parti communiste, dans tout ça ? Quel regard portez-vous aujourd'hui sur lui ?

J. M. - Le même que sur l'Eau de jouvence de l'abbé Soury : c'est une marque qui, bien gérée et bien exploitée par quelqu'un qui aurait le sens du marketing et qui rassemblerait les adeptes de l'abbé Pierre, de Kouchner et de mère Teresa, serait promise à un bel avenir ! ■